

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 6 FEVRIER 2017, à 19 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, CHAMBIOT-PONCET Soizick, Adjointe – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, ENEL-REHEL Rozenn, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, de LA PORTBARRÉ Dominique, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Monsieur Michel VUILLAUME, conseiller municipal (*pouvoir à M. BERNARD René*) ; Monsieur LEMONNIER Philippe, conseiller municipal (*pouvoir à M. LESNE Loïc*) ; Monsieur LESAGE Samuel, conseiller municipal (*pouvoir à M. LABBE René*) ; Mme LE SCORNET Sylvie, conseillère municipale (*pouvoir à Mme LEPAIGNEUL Virginie*) ; Messieurs JENOUVRIER Stéphane, PLIHON Sébastien

Secrétaire de séance : Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale.

Procès-verbal de la séance du 9 Janvier 2017 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS

2017.010 – Conseil Municipal des Enfants - Présentation du projet 2017

Monsieur le Maire accueille les enfants du Conseil Municipal des Enfants. Il leur souhaite la bienvenue ainsi qu'aux parents présents.

Il rappelle que le conseil municipal des enfants a été créé en 2008. Cette structure est aujourd'hui pilotée par Madame Marylène Dufaix, adjointe en charge de l'enfance jeunesse, assistée de Madame Chantal Perrigault, conseillère municipale, et de Marie AILLET, animatrice au SIAJE.

Madame Marylène Dufaix propose à Maïa Coudedranche, Maëlys Siguret, Maël Cadot, Louis Cavell, Adam Enel-Rehel et Justine Le Bihan de lire le courrier préparé à l'attention des membres du conseil municipal.

Projet d'embellissement de la Vallée Verte

- Installation de panneaux afin d'identifier les arbres et leurs caractéristiques
- Nettoyage de l'espace avec retrait des déchets
- Réparation des grillages et rondins cassés
- Installation d'un panneau indiquant l'entrée de la Vallée Verte.

Le site de la Vallée Verte est un site naturel qui appartient au Département. Le Conseil Départemental a choisi d'en conserver la propriété car il veut assurer la pérennité du lieu.

Pour le projet, une rencontre a eu lieu avec deux techniciens de l'Agence Départementale du Pays de Saint-Malo (*sise à la Gouesnière*).

Les enfants vont préparer des maquettes d'affichage pour identifier les arbres, y compris l'arbre mort qui sert d'habitat refuge aux oiseaux. La maquette devrait comprendre : la photo de l'arbre, le nom (*français et latin*), la feuille, ...etc.

Les deux panneaux d'entrée de la Vallée Verte seront par ailleurs refaits aux frais du Département et porteront une mention de type : « *Initiative du Conseil Municipal des Enfants* ».

Le conseil municipal des enfants sollicite de l'assemblée délibérante l'octroi d'une enveloppe de 350 € pour la confection des plaques d'identification des arbres. Les piquets en châtaignier qui serviront de support à l'affichage seront fournis par le Conseil Départemental.

Les services techniques de la commune seront également associés à cette opération.

Pour célébrer l'achèvement du projet, les enfants envisagent d'organiser une fête familiale de type pique-nique un samedi du mois de juin, à laquelle seront conviés les représentants du Département ainsi que les enfants du CME qui sont aujourd'hui en classe de 6ème.

Le Conseil Municipal des Enfants réfléchit aussi à de nouveaux projets : création d'une fresque ou jardin ouvert à tous.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **APPROUVE** le projet d'embellissement de l'espace naturel de la Vallée Verte soumis par le conseil municipal des enfants,
- **DÉCIDE** d'ouvrir les crédits nécessaires au budget primitif 2017,
- **DIT** que le service technique municipal participera la bonne mise en oeuvre du projet.

BATIMENTS

2017.011 – Extension-restructuration de l'EHPAD – Désignation des prestataires techniques (mission contrôle technique, SPS, consuel électrique)

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux travaux, indique que par délibération en date du 3 octobre 2016, le conseil municipal a confié au bureau de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie C-MOI (Combourg 35), mandataire, la maîtrise d'œuvre pour l'extension et la restructuration de l'EHPAD. Dans sa séance du 9 janvier 2017, la collectivité a sollicité le financement de l'Etat (DETR 2017) pour les dépenses liées à l'accessibilité-sécurité.

Il précise que dernièrement, un cuisiniste a été reçu, mais que les plans présentés à l'assemblée en décembre 2016 n'ont pas subi d'évolution.

Il propose à l'assemblée de désigner les prestataires techniques requis par l'opération. Les missions, objet de la consultation, étaient les suivantes :

- Contrôle technique missions de base L + SEI (solidité et sécurité)
- Mission Hand. (handicapé)
- Mission SPS catégorie 2
- Consuel électrique + Vérification Initiale Electrique

A l'issue de l'analyse et du classement des 4 offres reçues, la commission des marchés, réunie le 6 février 2017, propose à l'assemblée de retenir pour la globalité des missions la société Qualiconsult SAS (sise à St-Grégoire cedex 35768 – parc d'affaires Edonia – Bâtiment F – rue des Iles Kerguelen CS 76827), mieux-disante pour un montant de 7 111.00 € HT

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de Qualiconsult SAS (*sis à St-Grégoire cedex 35768 – parc d'affaires Edonia – Bâtiment F – rue des Iles Kerguelen CS 76827*), mieux-disante, pour un montant de 7 111.00 € HT
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Observations : Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la collectivité est dans l'obligation légale de s'adjoindre ce type de prestataires. Leurs missions s'échelonnent tout au long du chantier et leur rapport final est requis pour déclencher les opérations de réception et solliciter la visite de la commission de sécurité. (Un rapport de mission SPS pourra être transmis à titre d'exemple à l'assemblée)

2017.012 – Bibliothèque – Attribution d'un marché complémentaire de désamiantage

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux travaux, indique que le chantier de la bibliothèque a débuté au mois de décembre dernier par les opérations de désamiantage, objet du lot n°1 détenu par la société TNS BTP et DEPOLLUTION (60 000 euros HT).

Au cours de ces opérations, une présence d'amiante a été détectée dans les colles bitumeuses des dalles souples (soit une superficie d'environ 36m²). Cette présence n'avait pas été notée au diagnostic amiante réalisé par l'APAVE, lequel avait servi de support à la consultation des entreprises.

Depuis lors, le chantier est arrêté, ceci le temps qu'un devis complémentaire soit obtenu pour le confinement et le traitement de cette nouvelle zone.

La dépense s'avère conséquente et dépasse le montant admissible pour un avenant. Aussi, le bureau de maîtrise d'œuvre Delourmel a été chargé d'engager une consultation en urgence auprès des sociétés de désamiantage et de suivre la mise en concurrence.

Au terme de l'analyse des 4 offres reçues, la commission des marchés, réunie le 6 février 2017, propose de retenir la société Amianlys (*sise à Mordelles ZA 3 rue Vincé*), mieux-disante pour un montant de 16 853.60 € HT.

Au vu de cette situation, Monsieur le Maire indique qu'il y a lieu de rechercher la responsabilité de l'APAVE, en charge du diagnostic amiante, vis-à-vis du préjudice subi par collectivité, tant en termes financiers que de retard de chantier.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **DÉCIDE** de confier le marché complémentaire de désamiantage à la société Amianlys (*sise à Mordelles ZA 3 rue Vincé*), mieux-disante pour un montant de 16 853.60 € HT, et **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces afférentes,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour défendre les intérêts de la collectivité vis-à-vis du préjudice subi et l'autorise à effectuer toutes les démarches en ce sens.

ESPACES VERTS – ASSAINISSEMENT

Madame Chantal Perrigault, conseillère municipale, quitte la séance.

2017.013 – Marché d'entretien des espaces verts – Choix du prestataire

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que le marché d'entretien des espaces verts de la collectivité a pris fin au 31 décembre 2016.

Une consultation a été engagée sous la forme d'une procédure adaptée afin de trouver un nouveau prestataire. Les prestations sont proposées sous la forme d'un forfait annuel pour un marché d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois maximum.

Au terme de l'analyse et du classement des quatre offres reçues, la commission des marchés, dans sa séance du 6 février 2017, propose de retenir l'entreprise SAS Eric LEQUERTIER (*sise à St-Jouan des Guérets 35430 – La Petite Bellevue*) mieux-disante pour un montant de 35 050.16 € HT (*année 2017*) et 37 839,24 € HT (**** pour les années suivantes*).

(*****) A compter du 1^{er} janvier 2018, dès lors que les travaux d'entrée de l'agglomération auront été achevés, la collectivité intégrera de nouvelles superficies d'espaces verts, d'où un prix de prestation renchéri.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DÉCIDE** de retenir l'entreprise SAS Eric LEQUERTIER (*sise à St-Jouan des Guérets 35430 – La Petite Bellevue*) pour un montant de 35 050.16 € HT (*année 2017*) et 37 839,24 € HT (*pour les années suivantes*),
- **DIT** que le présent marché d'une durée d'un an est renouvelable 3 fois maximum
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les pièces afférentes à ce marché

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, prend place au sein de l'assemblée.

2017.014 – Marché de travaux de mise aux normes de la filière boues de la station d'épuration « La Couaillerie » - Attribution du marché

Monsieur René Labbé, adjoint, indique qu'une consultation a été engagée pour des travaux de mise aux normes de la filière boues de la station d'épuration de « La Couaillerie ».

Cette opération est requise par les services de la Police de l'Eau pour l'exploitation de la station et bénéficie du financement de l'Agence de l'Eau à hauteur de 40 %.

Monsieur Labbé rappelle les prestations incluses dans le dossier de consultation.

Après analyse et classement des 4 offres reçues, la commission des marchés, dans sa séance du 6 février 2017, propose de retenir la société STGS (*sise à Avranches 50307- 22 rue des grèves CS 15170*) mieux-disante pour un montant de 188 740.00 € HT

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **DÉCIDE** de retenir l'offre de la société STGS (sise à Avranches 50307 - 22 rue des grèves CS 15170), mieux-disante, pour un montant de 188 740.00 € HT,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les pièces afférentes à ce marché

Madame Chantal Perrigault, conseillère municipale, reprend place au sein de l'assemblée.

2017.015 – Agence de l'Eau Loire-Bretagne – Accord de programmation – Convention de mandat

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que l'Agence de l'Eau souhaite développer des actions coordonnées permettant de mettre en œuvre les orientations et dispositions prévues dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 4 novembre 2015 par le comité de bassin.

A cet effet, elle propose aux acteurs locaux qui le souhaitent, de les accompagner financièrement dans la réalisation de programmes de travaux pluriannuels cohérents au travers d'un accord de programmation.

La commune de Saint-Méloir des Ondes, maître d'ouvrage, a souhaité s'inscrire dans cette démarche.

A partir d'un diagnostic réalisé sur le site, il est proposé un programme d'actions dont l'objectif général est l'amélioration de la qualité des eaux de la zone conchylicole et de pêche à pied de la Baie de Cancale ainsi que la zone de baignade de Porcon classée insuffisante.

Des modalités de mise en œuvre et de financement sont définies pour améliorer le système d'assainissement de la commune de Saint-Méloir des Ondes et les assainissements individuels jugés polluants. Une convention-type de mandat est proposée pour les travaux réalisés chez les privés dans le cadre d'une opération groupée de mise en conformité des branchements particuliers ou de création de branchement sur le réseau d'assainissement collectif.

Monsieur René Labbé donne lecture du programme des actions envisagées en précisant pour chacune son coût prévisionnel, son échancier et le financement escompté de l'Agence de l'Eau (*les financements de l'Agence étant assurés jusqu'en 2019*).

Le coût total prévisionnel des opérations à réaliser dans le cadre de l'accord proposé est évalué à 1 171 000 euros HT (cf détail annexé).

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **VALIDE** la programmation d'actions envisagées pour l'amélioration de la qualité des eaux de la zone conchylicole de la Baie de Cancale (*conformément au détail annexé à la présente délibération*),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit accord de programmation,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention-type de mise en œuvre d'une opération collective en vue de l'attribution et du versement des aides par l'intermédiaire d'un mandat (*modèle joint à la présente délibération*).

FINANCES

2017-016 – Ouverture de crédits d'investissements avant le vote du BP 2017

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, rappelle que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

A ce titre, il est proposé à l'assemblée d'ouvrir les crédits suivants, par anticipation, en section d'investissement :

. Article 202 - Opération 023 : frais d'études pour PLU **16 000.00 €**
. Article 2031- OPNI : profil de baignade **2 000.00 €** (analyses complémentaires)

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

ACCEPTE d'ouvrir les crédits ci-dessus précités avant le vote du budget primitif 2017.

2017.017 – Avance 2017 au SIAJE

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que pour faire face à ses dépenses courantes de fonctionnement, notamment ses charges salariales, le SIAJE sollicite de la commune une avance financière d'un montant de 10 000.00 €.

Il précise que cette avance est sollicitée auprès de chaque commune adhérente du SIAJE et invite l'assemblée à délibérer sur la demande.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de verser une avance de 10 000.00 € au SIAJE (*Syndicat Intercommunal Animation Jeunesse Enfance*) pour l'exercice 2017,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement de ladite avance.

Observations : Monsieur le Maire indique que l'Etat n'a toujours pas statué sur le retrait du SIAJE sollicité par la commune de La Fresnais. Une nouvelle rencontre doit prochainement se tenir sur l'avenir de la structure.

2017.018 – Avance 2017 à l'OGEC

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, se retire de la séance pendant l'examen de ce dossier.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, rappelle que dans le cadre de la convention de mise en œuvre du contrat d'association, révisée par le conseil municipal le 4 juillet 2016, il est convenu que la participation communale versée à l'O.G.E.C. doit être égale au coût de revient moyen réel d'un élève de l'Ecole Publique, en prenant en compte toutes les dépenses prises en charge par la commune sur la base de la législation en vigueur.

En son article 3, la convention prévoit qu'une avance égale à 50% de l'attribution de l'année précédente sera versée à l'O.G.E.C. afin qu'elle puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (*salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph,...*).

Pour information, le montant versé à l'OGEC en 2016 était de **156 621.00 €**, soit une avance de **50 % = 78 310.50 €**.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **SE DÉCLARE FAVORABLE** au versement d'une somme de 78 310.50 € à l'OGEC au titre de 1^{er} acompte pour l'année 2017, ceci afin que l'association puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (*salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, entretien des bâtiments de l'Ecole Privée Saint-Joseph*),
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au versement dudit acompte,
- **DIT** que le montant annuel 2017 qui sera versé à l'OGEC dans le cadre du contrat d'association sera défini lors d'une prochaine réunion du conseil municipal.

2017.019 – Convention 2017 Pass'emploi (chantier d'insertion espaces verts et environnement)

Monsieur Yvonnick Duval reprend place au sein de l'assemblée.

Monsieur René Labbé, adjoint, indique que Pass'Emploi assure l'activité des chantiers d'insertion portés par l'Arep Pays de Saint-Malo.

Chaque année, la commune confie des prestations « Espaces verts –Environnement » à ce chantier d'insertion. Pour l'année en cours, il est proposé de conventionner à hauteur de 25 jours de travail. Le coût de la journée de travail s'élève à 450 euros, incluant la prise en charge des repas des salariés. Il est spécifié que les repas devront être pris dans un restaurant de Saint-Méloir des Ondes. La commune fournit les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux la concernant. L'équipe de travail comprend généralement 6 à 10 personnes et est constituée d'habitants du Pays Malouin, durablement exclus du marché du travail ou qui rencontrent des difficultés dans l'accès ou le maintien dans l'emploi.

Il rappelle que le chantier intervient particulièrement sur des missions d'entretien des espaces verts (*ex. : Vallée Verte, sentiers de randonnées,...*).

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DÉCIDE** de solliciter les services de Pass'emploi dans les conditions suivantes pour l'année 2017, à savoir : 25 journées de travail au prix de 450.00 €/journée (*prestations de repas incluses*) soit un coût total de prestation de 11 250.00 €,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES

2017.020 – Plan partenarial de gestion de la demande de logement social

Madame Odile Casu, adjointe, indique que l'article 97-6 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès du Logement et un Urbanisme Renové (ALUR) porte obligation pour tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale, doté d'un Programme Local de l'Habitat approuvé, de mettre en place un « Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGD) », en y associant les communes membres.

Ce plan, d'une durée de 6 ans est adopté, après avis des communes membres et de la Conférence Intercommunale du Logement, par délibération de l'EPCI, et fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Etat (DDTM 35) et les bailleurs sociaux (*Emeraude Habitation, La Rance HLM et Aiguillon Construction*).

A l'issue des décrets du 12 mai 2015, ce plan a pour objectifs de simplifier l'enregistrement de la demande de logement social et l'accès à l'information suivant trois principes :

- le droit à l'information pour tout demandeur auprès d'un lieu d'accueil
- la possibilité d'enregistrer directement une demande par voie électronique
- la création d'un dispositif destiné à partager la connaissance et la gestion des demandes entre les différents acteurs concernés au niveau intercommunal.

Par délibération du 14 décembre 2015, Saint-Malo Agglomération a officiellement lancé la procédure d'élaboration du « Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ».

L'Etat a communiqué à Saint-Malo Agglomération son « porter à connaissance » le 21 juin 2016. Les services de l'Etat (*Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Direction Départementale de la Cohésion Sociale*) ont été associés à la démarche. Les bailleurs sociaux ont contribué à l'élaboration du document par leur participation à des réunions de concertation.

La mise en œuvre du « Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social » fera l'objet d'une convention d'application signée entre Saint-Malo Agglomération et les bailleurs sociaux.

Pour rendre ce document opérationnel, le décret d'application de la loi ALUR demande, dans un premier temps, l'avis des communes concernées par le Plan sous deux mois. Il sera ensuite présenté en Commission Intercommunale du Logement (CIL), puis adopté en Conseil Communautaire par les élus de Saint-Malo Agglomération.

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite la loi ALUR,

VU les décrets n° 524 et n° 523 du 13 mai 2015 portant sur le Plan Partenariat de gestion de la demande et de la gestion partagée des demandes,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour 0 Contre 0 Abstention

- **ÉMET** un avis favorable au projet de « Plan Partenarial de Gestion de la Demande Locative Sociale » de Saint-Malo Agglomération,
- **AUTORISE** Monsieur le Président de Saint-Malo Agglomération à poursuivre la procédure d'adoption du Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.

Observations :

M. le Maire indique que le rôle de la commission d'attribution demeure inchangé et que celle-ci restera décisionnaire.

Mme Casu souligne que les communes ont en effet exprimé une forte volonté de demeurer acteurs dans le processus d'attribution.

2017.021 – Opposition au transfert automatique de la compétence en matière de Plan local d'Urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, à la communauté d'agglomération

Le Maire expose ce qui suit :

1 – Contexte législatif

L'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové, dite « Loi ALUR », a instauré le transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi.

Les communes ont la possibilité de s'opposer au transfert de compétence par délibération en conseil municipal dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans, à savoir entre le 26 décembre 2016 et le 26 mars 2017. Ce transfert de plein droit effectif au 27 mars 2017 peut être repoussé grâce à l'expression d'une minorité de blocage regroupant au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population. Les communes qui ne prendront pas de délibération dans le délai imparti seront réputées favorables au transfert automatique de compétence.

Si, à l'expiration du délai de trois ans à compter de la date de publication de la loi ALUR, la communauté d'agglomération ou la communauté de communes n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions énumérées ci-dessus.

Egalement, si à l'expiration du délai de trois ans à compter de la date de publication de la loi ALUR, la communauté d'agglomération ou la communauté de communes n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) pourra à tout moment se prononcer par un vote de transfert de cette compétence. Les communes pourront s'y opposer dans les trois mois suivant le vote de l'organe délibérant de l'EPCI, dans les conditions énumérées ci-dessus.

2 – Contexte territorial propre à Saint-Méloir des Ondes

- Le Plan d'Occupation des Sols en vigueur dans la commune a été approuvé le 17 juin 1991.
- Par délibération du 10 septembre 2012, le Conseil Municipal de Saint-Méloir des Ondes a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- Par délibération en date du 4 juillet 2016, le P.A.D.D. (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) a été approuvé.

Les grands objectifs poursuivis par la commune sont :

1 – Préserver et valoriser le patrimoine environnemental paysager et culturel de Saint-Méloir des Ondes

- Préserver la trame verte et bleue
- Protéger les corridors écologiques
- Protéger la population des risques et nuisances
- Valoriser les paysages ruraux, naturels et littoraux
- Limiter la consommation d'espace et prévoir uniquement des extensions autour de l'agglomération

2 – Maîtriser la croissance démographique en lien avec la capacité d'accueil de la commune et conforter l'équilibre social de la population

- Assurer une croissance démographique maîtrisée et équilibrée
- Permettre le parcours résidentiel et le renouvellement de la population
- Maintenir et développer les équipements

3 – Affirmer le pôle de centralité du bourg et poursuivre son développement dans le respect de l'identité mélorienne

- Affirmer le secteur de centralité
- Prioriser les développements urbains dans le bourg et sur ses franges
- Inscrire les nouveaux projets dans une démarche d'intégration urbaine, paysagère et environnementale
- Qualifier les entrées de bourg

4 – Connecter les quartiers et le centre-bourg pour une cohabitation confortable et sécurisée des différents modes de déplacements

- Renforcer les liaisons inter-quartiers
- Développer les espaces fédérateurs au sein des quartiers
- Encourager l'usage des modes de déplacements doux
- Assurer une connexion au réseau de communication numérique

5 – Assurer un développement économique pérenne

- Soutenir le développement économique en accompagnement de la croissance démographique
- Maintenir et développer les activités agricoles et affirmer le rôle de Saint-Méloir des Ondes dans le plateau légumier malouin
- Favoriser les activités maritimes, touristiques et de loisirs dans le respect des capacités d'accueil de la commune

Le projet de Plan Local d'Urbanisme a été soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées (PPA) le 17 janvier 2017 et présenté aux Méloriens dans le cadre de la concertation le 25 janvier 2017.

Au mois de mars, le Conseil Municipal a prévu d'arrêter son projet de PLU.

Assurer la compétence « planification urbaine » permet à la commune de Saint-Méloir des Ondes de déterminer l'organisation de son cadre de vie et de son développement, en fonction des spécificités locales et des objectifs définis dans son projet de territoire, notamment en ce qui concerne la préservation de son patrimoine ou encore de ses espaces naturels, et selon des formes urbaines qui lui sont spécifiques pouvant être inadaptées à d'autres territoires.

La Commune de *Saint-Méloir des Ondes* souhaite par ailleurs attendre les résultats de l'étude communautaire avant de s'engager dans une traduction réglementaire intercommunale.

En effet, la communauté d'agglomération a décidé de lancer une étude visant à se doter d'un projet d'agglomération à l'échelle 2030. Cette étude a pour objet de formaliser un projet commun à l'échelle de l'agglomération dans les domaines de l'urbanisme, des déplacements, des politiques sportives et culturelles, du développement économique et touristique, ainsi que du logement, à partir d'un diagnostic global et d'un socle commun en matière d'environnement, de développement durable, de préservation des sites et du patrimoine et de mise en valeur des ressources agricoles, conchylicoles, maritimes, etc...

Ce projet d'agglomération doit permettre de bâtir un projet partagé, qui sera la base du futur PADD d'un projet PLU intercommunal. Cette étude sera engagée en 2017 et nécessitera d'y consacrer une année dévolue à la concertation et à la réflexion. Il est donc souhaité d'attendre que le projet d'agglomération soit abouti avant le transfert de la compétence « planification urbaine » au profit de la communauté d'agglomération.

De plus, le territoire de l'Agglomération est couvert par différents documents d'urbanisme dont nombre d'entre eux sont en cours de révision.

Il apparaît alors judicieux d'attendre l'aboutissement de ces réflexions urbaines avant de transférer à Saint-Malo Agglomération la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale.

- **En conséquence,**
- **Entendu cet exposé,**
- **VU** la loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- **VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové et notamment son article 136 ;
- **VU** le Code de l'urbanisme ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-17 et L.5216-5 ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR

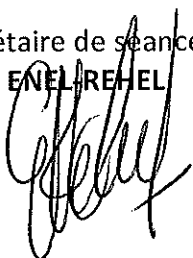
0 CONTRE

0 Abstention

- **DÉCIDE de S'OPPOSER** au transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, à la communauté d'agglomération « Saint-Malo Agglomération »,
- **PRÉCISE** que la Commune de Saint-Méloir des Ondes conserve sa compétence en matière de planification urbaine,
- **CONFIE** : à Monsieur le Maire le soin de notifier la présente délibération à la communauté d'agglomération « Saint-Malo Agglomération ».

Séance close à 20 h45

La secrétaire de séance
Rozenn ENEL-REHEL



Le Maire
René BERNARD

